

Je soutiens la famille de Prageeth Eknaligoda

Prageeth Eknaligoda et ses caricatures politiques n'ont jamais plu au gouvernement sri lankais. Depuis son enlèvement en janvier 2010, sa famille demeure sans nouvelle de lui, malgré l'ouverture d'une enquête de police en 2015. L'ACAT les soutient dans leur quête persévérante de justice et de vérité.



Un enlèvement politique

Prageeth n'a jamais eu le crayon dans sa poche. A l'époque où il travaillait encore pour le média Lanka E-News, il critiquait sans retenue le président Mahinda Rajapaksa. Conscient des représailles il ne signait pas toujours ses dessins. Le 24 janvier 2010, soit deux jours avant l'élection présidentielle, il est enlevé alors qu'il rentre chez lui. Cinq ans et un nouveau président plus tard (Maithripala Sirisena), une enquête policière est enfin ouverte. Sans retrouver Prageeth, elle permet à sa famille d'apprendre qu'il aurait été enlevé par deux anciens membres des renseignements des Tigres Tamouls. Les ravisseurs avouent aussi l'avoir conduit dans un camp militaire à Girithale, dans le centre du pays.

Malheureusement le cas de Prageeth n'est pas anecdotique au Sri Lanka. Pendant les vingt-six ans de conflit armé qui ont secoué le pays, près de 65 000 personnes ont disparu. La fin des combats en 2009 n'a malheureusement pas sonné la fin des enlèvements ; les camionnettes blanches du régime de Rajapaksa ont fauché la liberté de bien d'autres opposants politiques.

Un avenir encourageant ?

Depuis l'arrivée du nouveau gouvernement au pouvoir en 2015, les proches des disparus peuvent mener leurs recherches plus sereinement, et risquent moins de persécutions. Un bureau national des personnes disparues (Office of Missing Persons, OMP) a été mis en place par le gouvernement afin de retrouver la trace de ces personnes, indemniser les proches et fournir des certificats

d'absence aux familles. Cependant, faute d'une véritable volonté politique aucune victime de disparition forcée n'a été retrouvée, malgré des éléments probants dans certaines affaires.

En mars 2018 l'OMP a enfin été pourvu de sept membres chargés de mener l'enquête sur les disparitions perpétrées depuis le début de la guerre civile. Saliya Pieris, un avocat, tient les rênes du projet. Il a déjà annoncé son intention d'ouvrir 12 branches régionales du bureau pour recevoir les informations et plaintes. L'une des premières de ses tâches sera de mettre en place une base de données des personnes disparues, au Nord comme au Sud. De quoi redonner de l'espoir à la famille de Prageeth qui pourrait enfin savoir ce qu'il lui est arrivé.

Agissez : [téléchargez notre lettre d'interpellation](#) !

.....
.....
.....

France

Chairman Saliya Pieris
Office on Missing Persons
34, Narahenpita Road
Nawala, Sri Lanka

A le/...../2018

Monsieur Saliya Pieris,

Le caricaturiste politique Prageeth Eknaligoda a été enlevé le 24 janvier 2010 alors qu’il quittait son lieu de travail. Plus de huit ans plus tard, et malgré l’ouverture d’une enquête en 2015, sa famille est toujours en quête de réponses et de justice. Plusieurs suspects, membres des renseignements militaires, ont été arrêtés puis libérés sous caution en décembre 2016. Aucun responsable n’a été poursuivi en justice.

À l’occasion de la Journée internationale des victimes de disparitions forcées, et en accord avec votre mandat, je vous demande instamment de :

- mettre tout en œuvre pour qu’une enquête indépendante et impartiale visant à établir les circonstances exactes de la disparition de Prageeth Eknaligoda parvienne rapidement à des conclusions ;
- appeler les autorités judiciaires concernées à traduire devant un tribunal les responsables afin de les juger selon les normes internationales d’un procès équitable.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur Saliya Pieris, en l’expression de ma considération respectueuse.